

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 05/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMITRED OUEST D'ARMOR

site de quelven
22140 Pluzunet

Références : 2024.298 - Recommandé N° 1A 201 646 9403 7
Code AIOT : 0005512748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2024 dans l'établissement SMITRED OUEST D'ARMOR implanté Parc Nevez 22560 Pleumeur-Bodou. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'est effectuée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMITRED OUEST D'ARMOR
- Parc Nevez 22560 Pleumeur-Bodou

- Code AIOT : 0005512748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SMITRED OUEST D'ARMOR est une installation de traitement et de compostage de déchets ménagers, de déchets végétaux et de déchets non-dangereux, autorisée au titre des rubriques 2791 (traitement), 2780 (compostage) et 3532 (valorisation) par les arrêtés préfectoraux des 27 juillet 1982 et 7 février 2003.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance et gestion des rejets aqueux	Lettre du 26/11/2020, article § 4.6 du rapport	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Surveillance et gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2017, article 9.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Volume et capacité des activités	Arrêté Préfectoral du 28/11/2017, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	Sans objet
5	Traitement des algues vertes	Lettre du 10/07/2012, article Note annexée à la lettre	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des rejets aqueux est insatisfaisant et les volumes de déchets végétaux traités dépassent le volume autorisé. L'exploitant doit se conformer aux normes de rejets et respecter le volume de déchets végétaux autorisé.

La lettre préfectorale de 2012 relative aux algues vertes et le porter à connaissance de 2022 concernant le point de rejet aqueux feront l'objet ultérieurement d'un arrêté complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance et gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Lettre du 26/11/2020, article § 4.6 du rapport
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée :

[...] Je vous informe qu'à compter du 17 août 2022, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchet relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à votre établissement de PLEUMEUR-BODOU, en particulier celles des annexes 1, 2, 3.1, 3.2-III et 3.3.

Je vous précise que les prescriptions de votre arrêté préfectoral du 7 février 2003 modifié susmentionné sont conservées, à l'exception de celles relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques et aqueux pour partie. Ces dernières sont remplacées par celles de l'arrêté ministériel précité. La synthèse des VLE et fréquences applicables à votre établissement est reprise dans les tableaux des paragraphes 4.5 et 4.6 du rapport joint à ce courrier.

[...]

"extrait du rapport de l'inspection du 24 septembre 2020"

4.6 Gestion de la ressource en eau L'exploitant s'est positionné par rapport au MTD en ce qui concerne la fréquence de surveillance des rejets aqueux et les niveaux d'émissions dans l'eau.

Positionnement de l'exploitant pour les rejets directs effluents aqueux

Paramètre	Nouvelle Fréquence (applicables à compter du 17/08/22)	Nouvelle VLE (applicables à compter du 17/08/22)
DCO	mensuelle	150mg/l
MEST	mensuelle	50mg/l
Ptotal	mensuelle	2mg/l
Ntotal	mensuelle	25mg/l
Cu	mensuelle	0,5mg/l
Ni	mensuelle	0,5mg/l
Zn	mensuelle	1mg/l
As	mensuelle	0,05mg/l
Cr	mensuelle	0,15mg/l
Pb	mensuelle	0,1mg/l
Hg	mensuelle	5µg/l
Cd	mensuelle	0,05mg/l
PFOA	semestrielle	
PFOS	semestrielle	

Constats :

	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept mbre	Octob re	Nove mbre	Déce mbre
--	---------	------	-------	-----	------	---------	------	--------------	-------------	--------------	--------------

M E S 50mg/ l	56	12	8	7	96	190	26	36	13	55	96
D C O 1 5 0 m g / l	178	122	82	83	142	304	203	147	147	237	328
NTK1 5mg/l	11	13	8,2	6,4	11	19	8,2	8,2	8,3	16	33
P2mg/ l	1,5	1,7	2,4	2	2,1	2,8	0,86	0,39	1,1	1,7	2,5
Ntotal 25mg/ l											

Lors de l'inspection, plusieurs dépassements ont été constatés par rapport aux mesures de Phosphore, NTK (Azote Total Kjeldahl), MES (Matières en Suspension) et DCO (Demande Chimique en Oxygène).

Points de Non-Conformité :

1. Phosphore: 4 mesures sur 11 ont dépassé les valeurs seuils autorisées.
2. NTK (Azote Total Kjeldahl): 3 mesures sur 11 ont dépassé les valeurs seuils autorisées dans l'arrêté préfectoral de 2003.
3. MES (Matières en Suspension): 5 mesures sur 11 ont dépassé les valeurs seuils autorisées.
4. DCO (Demande Chimique en Oxygène): 5 mesures sur 11 ont présenté des niveaux excédant les normes acceptables.

De plus, la mesure Ntotal (Azote Total) n'a pas été fournie, ce qui constitue un manquement aux exigences de surveillance.

Pour rappel:

Ntotal (Azote Total) est la somme de toutes les formes d'azote présentes dans l'eau, incluant l'ammonium (NH₄), les nitrites (NO₂), les nitrates (NO₃) et les composés organiques d'azote. Le Ntotal donne une mesure complète de la charge totale d'azote dans le système.

Rejet aqueux: Le porter à connaissance de 2022 relatif à la modification du point de mesure des rejets aqueux fera l'objet ultérieurement d'un arrêté modificatif. Les rejets aqueux feront l'objet d'une demande de suivi via la plateforme GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites d'émissions et de mettre en œuvre l'intégralité des analyses prévues dans l'arrêté ministériel et dans son dossier et synthétisées au paragraphe 4.6 du rapport de l'inspection en date du 24/09/2020 relatif au ré-examen IED. Pour cela l'exploitant doit analyser la cause des non conformités constatées, transmettre ses conclusions et mettre en œuvre les solutions adaptées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Surveillance et gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2017, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Débit - quotidienne Température / PH - Hebdo [...]
Constats : L'exploitant n'a pas fourni les relevés du débitmètre, de pH et de température hebdomadaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir les suivis du débit (quotidien), du pH et de la température (hebdomadaire).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. Cette déclaration comprend : - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée); - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : La déclaration de gestion des déchets en date du vendredi 29 mars 2024 a été vérifiée et est en conformité avec les exigences réglementaires en vigueur. Quantités: Les quantités déclarées pour les déchets de tissus végétaux (55 697 tonnes/an) et les déchets municipaux en mélange (13 946 tonnes/an) sont conformes aux informations fournies.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Volume et capacité des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Volume et capacité des activités
Prescription contrôlée : Rubriques ICPE - 2780-1a : Installations de compostage de déchets verts - quantité de matières traitées 180 t/j (24000 t/an) - 2780-2 : compostage des biodéchets et boues de STEP quantités de matières traitées 84 t/j (18000 t/an) - 3532 : 120 t/j (seuil : 75 t/j)
Constats : La quantité de déchets de tissus végétaux (55 697 tonnes/an) enregistrés dans la déclaration GERE 2023 de l'exploitant (déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets) est non conforme par rapport aux prescriptions. En conséquence, une mise en demeure est proposée. Remarques supplémentaires: • Fermeture programmée: L'unité de compostage urbain sera fermée en lien avec la gestion des ordures ménagères, ce qui entraînera la réduction des problèmes liés à la valorisation des matières et une diminution de la capacité de traitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter les volumes autorisés. Ce respect peut se faire par l'amélioration de l'outil de suivi, le dépôt d'un PAC visant à augmenter sa capacité de traitement annuel, ou tout autre proposition de l'exploitant permettant d'atteindre l'objectif susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Traitement des algues vertes

Référence réglementaire : Lettre du 10/07/2012, article Note annexée à la lettre
Thème(s) : Situation administrative, Volume et capacité des activités
Prescription contrôlée : (...) - Caractéristiques de l'installation L'installation dédiée aux essais est implantée au sein de l'établissement Smitred Ouest d'Armor permettant d'accueillir les installations suivantes: Une plateforme comprenant : - une aire de réception et de contrôle des algues verts capable de recevoir 200 m ³ par jour

- une aire de préparation des lots par mélange des algues vertes et des déchets verts selon les différents protocoles d'essais retenus
 - 4 casiers fonctionnant par aération pilotée avec un système de bâchage
 - une aire de maturation, d'affinage et de criblage des composts ou de stabilisants
 - une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition
- (...)

- Admission des déchets

Les algues vertes admises au niveau des installations devront être fraîches c'est à dire résultant d'un ramassage datant de moins de 12 heures, la fraîcheur des algues vertes sera établie par un contrôle visuel complété le cas échéant par une mesure de concentration sur l'H₂S (émissions de sulfures d'hydrogènes) inférieure à 14 mg/Nm³ (10ppm) mesuré" au plus près de l'aire de réception et de contrôle des algues vertes

(...)

- Entreposage des algues vertes et des déchets verts avant traitements

L'entreposage des algues vertes en attente de traitement devra être interdit en dehors de l'installation. Les algues vertes devront être systématiquement stockées sur l'aire de réception aménagée à cet effet. Le stockage d'algues vertes non compostées ou non stabilisé sur l'installation pendant plus de 48 heures sera interdit.

- Traitement des algues vertes et des déchets verts

(...) L'exploitant devra réaliser pendant la période de co-compostage ou de stabilisation, au moins une mesure de la concentration de H₂S par semaine au sein des casiers.

(...)

Constats :

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté et décrit le processus de traitement des algues vertes mis en place sur le site :

- Intervention immédiate nécessaire pour traiter les algues vertes fraîches avant l'apparition d'H₂S.
- Mesure régulière de H₂S.
- Mise en place de zones interdites pour les essais et bilan d'expérimentation.
- Formation des agents en charge de la collecte des algues vertes sur les plages.
- Transport des algues vertes effectué via benne TP.
- Mise à disposition de détecteurs de gaz pour la sécurité du personnel, incluant des détecteurs jetables et deux détecteurs multigaz.
- Pendant le traitement des algues vertes, doublage des détecteurs.
- Tonnes d'algues vertes traitées 2022, 130t et en 2023, 30t.
- Le produit est redistribué aux agriculteurs.

Le processus est conforme à la lettre préfectorale.

Cette lettre préfectorale doit faire l'objet d'un arrêté modificatif. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposée ultérieurement concernant cette activité relative aux algues vertes.

Type de suites proposées : Sans suite